

L'impérialisme républicain

mardi 5 mai 2009, par [COQUERY-VIDROVITCH Catherine](#) (Date de rédaction antérieure : 27 avril 2009).

Olivier Lecour Grandmaison, *La république impériale : politique et racisme d'Etat*, Éditions Fayard, février 2009, 400 pages, 23 euros.

Le nouvel ouvrage d'Olivier Lecour Grandmaison reprend, sous une forme plus érudite et donc très convaincante, le propos qu'il avait abordé dans un ouvrage précédent (*Coloniser, exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Fayard, 2005). Il centre cette fois-ci son étude sur la III^e République, dont il démontre la dimension intrinsèquement impériale. Il démarre sur la vigoureuse opposition parlementaire de Georges Clemenceau, en juillet 1885, hostile à l'expédition prévue contre Madagascar, qui répond au discours de Jules Ferry consacré à sa doctrine coloniale. Les partisans de la conquête l'emporteront le 24 décembre 1885 avec quatre voix d'avance. C'est dire combien, à cette époque, les « anticolonistes » pouvaient encore tenir tête aux « colonistes », qui vont pourtant relancer la construction de l'Empire. L'idée impériale va dès lors l'emporter au point d'entraîner l'adhésion de la quasi-totalité de la nation.

À côté d'autres ouvrages qui ont traité récemment un sujet similaire (*), le livre convainc par sa méthode : la lecture approfondie d'une masse impressionnante d'écrits produits tout au long de la période, où l'on voit se déployer la construction idéologique et concrète de l'expansion. Le raisonnement se déploie en thèmes concentriques qui ne craignent pas, chaque fois, de revenir sur l'ensemble de l'évolution, et c'est un des grands mérites du travail d'éviter néanmoins les redites.

Le premier thème est celui de l'impérialisation de la République, qui encourage la genèse d'une « science politique de la colonisation », justifiant la légitimité républicaine de l'Empire. Après la thèse de l'assimilation des premiers temps, qui aurait visé à faire des colonisés autant de citoyens français, ce qui s'avère rapidement aussi irréaliste que risqué, est justifiée une « politique d'association » destinée à préserver les privilèges de la métropole face aux « sujets ». Une trentaine de pages passionnantes sont consacrées à l'analyse en profondeur de l'« esprit colon », fondé, en territoire colonisé, sur la violence, la discrimination et le mépris qui sont au cœur des « mœurs coloniales », milieu pervers auquel il est presque impossible de résister individuellement.

La justification du système repose sur les convictions alors généralisées en Europe du « darwinisme social » qui, extrapolant à la sociologie les découvertes du naturaliste Darwin sur la force de la « sélection naturelle » animale, va fonder le « racisme scientifique » qui triomphe à la fin du XIX^e et dans le premier tiers du XX^e siècle. Au savoir supposé scientifique de l'« inégalité des races » justifiant la supériorité de la race blanche vont s'ajouter les mythes du péril « noir », « jaune » ou « rouge ». Des arguments territoriaux complètent l'ensemble, revendiquant la légitimité du droit européen à l'expansion de son « espace vital ». On trouve ainsi, dans la thèse de l'espace vital impérial et du devoir d'exploitation des terres neuves propres à absorber le trop-plein de la population, des accents qui annoncent la théorie de l'espace vital national-socialiste.

La conclusion souligne la puissance de ce passé colonial, révélé dans la rhétorique de Nicolas Sarkozy sur l'identité nationale.

Un livre important, qui repose sur l'analyse approfondie des textes de l'époque, ceux des « colonialistes » comme ceux, plus rares, mais existants, des adversaires de cet impérialisme.

(*) Dino Costantini, *Mission civilisatrice. Le Rôle de l'histoire coloniale dans la construction de l'identité politique française*, (Éditions la Découverte, 2008). Jennifer Pitts, *Naissance de la bonne conscience coloniale. Les libéraux français et britanniques et la question impériale (1770-1870)*, (Éditions de l'Atelier, 2008).

Catherine Coquery-Vidrovitch, historienne

* *Paru dans l'Humanité, le 27 avril 2009.*

Olivier Le Cour Grandmaison *La République impériale : politique et racisme d'Etat*, Paris : Fayard

Présentation de l'éditeur :

Au tournant du XIX^e siècle, les républicains favorables aux conquêtes coloniales ont réussi là où leurs prédécesseurs avaient échoué. Entre 1871 et 1913, les possessions françaises en outre-mer sont passées de moins d'un million de kilomètres carrés à treize millions. Quant aux « indigènes », leur nombre a progressé de sept à soixante-dix millions en 1938. Extraordinaire expansion. Elle est sans précédent dans l'histoire du pays qui, devenu la seconde puissance impériale du monde après la Grande-Bretagne, est confronté à des tâches multiples et complexes. Comment diriger un empire aussi vaste ? De quels instruments politiques, administratifs, juridiques – le droit colonial par exemple – et scientifiques la métropole a-t-elle besoin pour remplir les missions nouvelles qui sont les siennes désormais ? Quelles orientations – assimilation ou association – mettre en œuvre dans les territoires de la « Plus Grande France » ?

Telles sont quelques-unes des questions auxquelles cet ouvrage entend répondre. En effet, les conséquences de cette construction impériale sur les institutions, la vie politique, l'enseignement supérieur et secondaire, les sciences humaines, qui voient se développer en leur sein des sciences dites coloniales consacrées par la création d'une Académie ad hoc, et la littérature mobilisée à des fins de propagande notamment, sont nombreuses. De là le surgissement inédit d'une véritable République impériale dotée de structures diverses, qui vivent par et pour les colonies, et d'un espace vital impérial jugé indispensable au développement de la métropole et à la vie de ses habitants. Pour rendre compte de ce processus complexe et multiforme qui a longtemps affecté l'Etat et la société civile, l'auteur a forgé le concept d'impérialisation et eu recours à une approche dédisciplinarisée qui fait appel à de nombreux textes philosophiques, politiques, juridiques et littéraires

Olivier Le Cour Grandmaison enseigne les sciences politiques et la philosophie politique à l'Université d'Evry-Val-d'Essonne. Il a notamment publié *Les Citoyennetés en Révolution 1789-1794* (PUF, 1992), *17 octobre 1961 : un crime d'Etat à Paris*, (collectif, La Dispute, 2001), *Haine(s). Philosophie et Politique* (PUF, 2002), *Coloniser. Exterminer. Sur la guerre et l'Etat colonial* (Fayard, 2005). Avec G. Lhuillier et J. Valluy. *Le retour des camps ? Sangatte, Lampedusa, Guantanamo...*

(Autrement, 2007).